

Max Kennedy

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Même si le Canada ne peut soutenir la croissance indéfiniment, bien des mesures sont envisageables. Premièrement, la mesure la plus importante consiste à favoriser la gestion durable des ressources énergétiques et le développement du secteur agroalimentaire. Il faut supprimer les subventions à l'exploitation des combustibles fossiles et se servir de ces fonds pour élaborer une stratégie visant à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables par chaque citoyen. Deuxièmement, il faut cesser de considérer le Canada uniquement comme une source de matières premières qui exporte notamment des grumes et du pétrole brut. Il faut adopter des politiques faisant en sorte que les produits à valeur ajoutée, comme le bois de construction ou les produits pétroliers raffinés, coûtent moins cher à exporter à l'unité que les matières premières. Troisièmement, il faut fixer un prix honnête pour nos produits. Les « coûts sociaux » des produits doivent faire partie de leur prix d'achat. Par exemple, les coûts des soins de santé liés au tabagisme pourraient être pris en compte dans le prix fixé pour les produits du tabac et les coûts liés à la récupération des emballages superflus pourraient être ajoutés au prix d'achat des produits suremballés. Ainsi, une part substantielle des taxes pourrait servir à financer les programmes sociaux et à réduire les impôts. Enfin, oublions la gratuité. Quel que soit le programme gouvernemental, la contribution des bénéficiaires de ces programmes est nécessaire. Si on reçoit des soins de santé, on doit payer des impôts pour financer ces soins. Si on est en prison, on doit travailler pour avoir un toit sur la tête et du pain sur la table, comme tout le monde. Si on reçoit des prestations d'aide sociale, on doit travailler dans sa communauté afin de l'améliorer (p. ex. en participant au jardin communautaire, au tri des matières recyclables, au nettoyage des rues ou en gardant des enfants pour permettre aux parents de travailler sur d'autres projets, etc.). Ce ne sont là que quelques exemples.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Exiger des accords de réciprocité entre le Canada et les pays dont il importe des produits. Si ces pays ont accès à notre marché, nous devrions avoir le même degré d'accès au leur. Je pense en particulier à la Chine et à d'autres pays asiatiques. Notre accès à leur marché est beaucoup plus limité que leur accès au nôtre. S'ils n'acceptent pas de tels accords, il faut limiter leur accès à notre marché exactement comme ils limitent notre accès à leur marché.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Premièrement, nous devons limiter le nombre d'étudiants admis dans les programmes pour lesquels la demande est inexistante. Nous pourrions, par exemple, appuyer financièrement les étudiants qui comblent les « besoins » dans un programme et demander aux « étudiants excédentaires » de payer la totalité des frais de scolarité, comme le font les étudiants étrangers. Deuxièmement, nous devons offrir aux élèves du secondaire, à chacune des années de leurs études, des renseignements sur les compétences requises et les salaires en vigueur sur le marché de l'emploi afin de leur permettre d'être mieux informés et de faire un choix de carrière éclairé. En ce qui concerne la population vieillissante, toute mesure visant à aider les personnes âgées à rester dans leur propre maison réduira les coûts des soins dont elles ont besoin. Il pourrait s'agir, par exemple, d'imposer 40 heures de services communautaires aux élèves du secondaire pour l'obtention de leur diplôme en faisant de l'entretien de terrains chez des personnes âgées ou de l'entretien résidentiel de base, comme de la peinture intérieure, etc. Le soutien communautaire pourrait donner droit à un avantage fiscal, en permettant, par exemple, aux bénévoles de la popote roulante de déduire leurs dépenses de temps et de carburant de leur impôt sur le revenu, etc.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Arrêtons de nous prendre pour Dieu en légiférant sur le retour au travail des personnes qui occupent des postes non essentiels pour la société, comme c'est le cas, entre autres, des pilotes d'avion, des employés des postes ou des enseignants; ce qui est essentiel, c'est le retour au travail des personnes dont dépend la vie des humains, comme les infirmières, les médecins et les pompiers. Le mécontentement des employés suscité par le fait qu'ils deviennent pratiquement des esclaves au service des entreprises entraîne forcément une diminution de la productivité.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

La classe moyenne est « coincée » de tous côtés. Les riches poussent le gouvernement à réduire les salaires et les avantages sociaux, tandis que les pauvres demandent plus de services assumés par les contribuables. Comme les particuliers, les entreprises ont beaucoup de droits sur le plan légal, mais elles ne paient qu'un infime pourcentage d'impôt comparativement aux particuliers. Ce régime fiscal inéquitable peut favoriser l'emploi à court terme, mais à plus long terme il ne fait que contribuer à la dégradation des conditions de travail. Il faut faire de la planification à long terme une priorité au lieu de mener des opérations à court terme en réaction à un problème donné. Les entreprises ne sont pas des êtres humains, et nous devons cesser de leur accorder autant de subventions.